

## ARRÊTÉ

N° 34-2022

### Administration générale

Délégation de signature à  
M Matthieu CANNESANT

Remplace l'arrêté 23-2022

Le Président de la Communauté de communes Roumois Seine ;

**Vu** le code général des collectivités,

**Vu** l'arrêté inter préfectoral DRCL/BCLI/2016-88 portant création de la Communauté de Communes Roumois Seine,

**Vu** l'arrêté interpréfectoral DELE/BCLI/2020-03 portant modification des statuts de la communauté de commune Roumois Seine ;

**Vu** la délibération N° CC/DG/35-2020 et 35-2020 Bis, portant élection du président de la Communauté de Communes Roumois Seine ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral DCL/BCLI/2021-24 du 24/06/2021 portant modification des statuts de la communauté de communes Roumois Seine ;

**Vu** l'arrêté N° 22-2022 relatif à la délégation de signature de M. Stanislas LUCIENNE ;

## ARRÊTE

**Article 1** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stanislas LUCIENNE, Directeur Général des Services, délégation de signature est donnée à Monsieur Matthieu CANNESANT, Directeur Général Adjoint des Services, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions ;

### Direction des ressources humaines :

Arrêtés et contrats relatifs aux agents contractuels saisonniers ou remplaçants ou recrutés dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire

Arrêtés et actes relevant de la gestion statutaire de la carrière (y compris absences) à l'exception des évolutions de carrières

Bordereaux de déclarations de charges

Attestations employeur

Attestations de service

Ordres de mission

Conventions de formations et inscriptions des agents aux formations

Etats de frais de déplacements

Conventions de stage non rémunéré

Signature des courriers de convocation des agents auprès des médecins agréés

Dossiers destinés à la commission de réforme ou au comité médical

Signature des attestations de prise en charge des accidents de travail des agents CNRACL

Demandes d'ouverture d'un compte épargne temps (CET)

Bulletins d'adhésion à la prévoyance

Notes de services

### Directions des finances et des marchés publics :

Bons de commande jusqu'à 5000 euros Hors Taxes

Signature électronique des bordereaux de mandats et de titres

Ordres de service de marchés publics sans incidence financière (démarrage, suspension et reprise)

### Direction de l'Administration générale

Diffusion des actes (décisions, délibérations, arrêtés)

Avenants aux contrats d'assurances

### Direction de l'enfance, de l'adolescence et de la jeunesse :

Bilans CAF

Conventions de bénévolat

Attestations de présence des usagers des services

Direction de l'aide à domicile :

Conventions de prestations avec les bénéficiaires du service  
Règlements de fonctionnement du service d'aide à domicile  
Attestations fiscales

Direction des sports, de la vie associative et des transports scolaires :

Autorisations exceptionnelles d'emprunter le transport scolaire  
Actes relatifs aux interdictions d'utilisation des équipements sportifs

Direction des services Techniques :

Bordereaux d'amiante  
Déclarations de projet de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT)  
Avis techniques SPANC

Direction du Développement :

Avis techniques urbanisme

Affaires générales/courantes :

Bordereaux d'envoi  
Dépôts de plainte auprès de la Gendarmerie ou de la Police nationale

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement des directeurs et responsables de la Communauté de communes Roumois Seine, délégation de signature est donnée à Monsieur Matthieu CANNESSANT dans la limite de la délégation des titulaires et dans les termes de leur arrêté de délégation de signature.

**Article 3 :** Tout document signé par l'intéressé devra porter la mention suivante :

**Vincent MARTIN**

Président de la Communauté de communes,

*Pour le Président et par délégation,*

*Le Directeur Général Adjoint*

*Matthieu CANNESSANT*

**Article 4 :** Les présentes délégations prendront fin au cas où le délégataire viendrait à cesser leurs fonctions, et en tout état de cause à l'expiration du mandat du président.

**Article 5 :** La présente délégation étant consentie par le président, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rendra compte au président, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services, et Monsieur le Trésorier de la Communauté de communes Roumois Seine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :** Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le préfet de l'Eure,
- Monsieur le Trésorier de la Communauté de communes Roumois Seine,

Fait le 07 octobre 2022

A Bourg Achard

**Vincent MARTIN**

Président



Notifiée aux intéressés et affichée aux lieux et places ordinaires.

Le présent acte, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA) ;
- ou d'un recours gracieux et/ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard

Envoyé en préfecture le 13/10/2022

Reçu en préfecture le 13/10/2022

Affiché le 13/10/2022

ID : 027-200066405-20221007-A\_34\_2022-AR

Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen.